

Burundi : Maggy élève la voix contre la candidature de Buyoya à la tête de l'OIF

Au sujet de la candidature de Pierre Buyoya au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie : « Ce serait récompenser un criminel ! » RFI, 12-09-2014 Marguerite Barankitse, la « Maman nationale » du Burundi. Figure de la société civile, engagée dans l'action humanitaire et fractaire aux clivages ethniques, Marguerite Barankitse pose un regard critique sur le climat qui prévaut dans son pays. Cette femme de 58 ans au parcours exemplaire qui dirige la Maison Shalom, une grande ONG du Burundi, a été bouleversée tant par le meurtre de trois religieuses italiennes, le 7 septembre, que par la candidature de Pierre Buyoya au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. Explications.

Marguerite Barankitse, grand sourire et caractère bien trempé, prévient tout de suite : « On ne lui demande pas de statistiques sur les activités de son ONG, qu'elle a fondée en pleine guerre civile, en 1994, pour s'occuper des orphelins de toutes les ethnies. « On n'est pas derrière des ordinateurs à faire des rapports, mais sur le terrain au devant des populations », dit-elle. Au total, pas moins de 20 000 enfants sont passés par les différents centres de la Maison Shalom, basée dans sa ville natale de Ruyigi, à l'est du pays. Une ville où elle s'est jadis fait traiter de « femme par sa propre communauté, les Tutsis, pour avoir aidé tous les enfants, sans distinction ethnique. Avant la guerre, cette institutrice tutsie avait adopté une jeune veuve hutue, un fait inhabituel. Après la guerre, certains de ses anciens protégés sont devenus les piliers de son équipe de 300 permanents. Ils oeuvrent dans des écoles, des centres d'apprentissage et un hôpital de santé maternelle et infantile fondé en 2006. Présente à Paris début septembre pour le forum Convergences, qui rassemble chaque année les acteurs mondiaux de la lutte contre la pauvreté, elle est venue s'exprimer sur « le rôle de la société civile dans la gouvernance mondiale ». Elle secoue la tête : « On vient dans les conférences, très bien, mais la société civile n'est toujours pas écoutée par les gouvernements, au Nord comme au Sud ». Un esprit critique animé par la foi : « Les événements », comme on appelle encore au Burundi la guerre civile qui a fait 200 000 morts entre 1993 et 2003, l'ont renforcée dans ses convictions : la nécessité d'une immense foi. A peine sortie de trois ans de séminaire à Lourdes, l'enseignante à l'école de la fonction publique pendant six ans, parce qu'elle faisait trop de critiques sur les injustices sociales et les dysfonctionnements de l'État. Elle est alors partie étudier l'administration en Suisse, pour ensuite devenir secrétaire de l'évêché de Ruyigi. Un drame s'est produit le 10 octobre 1993, dès le début de la guerre civile qui a conduit à des massacres à grande échelle de la minorité tutsie. Jugée trop complaisante à l'égard des Hutus, elle a été attachée nue sur une chaise par des miliciens tutsis, et forcée de regarder le massacre de civils hutus qui s'y déroulaient. Et ce, en représailles d'un autre massacre par des Hutus. La folie meurtrière l'incite alors à protéger tous les enfants victimes de la guerre. Aujourd'hui, à 58 ans, elle dirige une ONG du Sud reconnue, financée par des ONG du Nord, comme Caritas Allemagne et la Fondation Bröderleuch Deelen, au Luxembourg. Elle a reçu de nombreuses distinctions, parmi lesquelles, en 2011, le prix de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits, doté de 100 000 euros. Une somme qui lui a permis de se lancer dans la microfinance, pour lutter à son échelle contre la pauvreté. Inquiétudes sur les violences au Burundi : « Tous ces jeunes qui n'ont pas d'emploi, c'est facile de les manipuler », dit-elle. Elle fait allusion aux Imbonerakure, la milice des jeunes du parti au pouvoir, qui multiplie les actes d'intimidation à l'encontre des civils et des opposants. « Les actions de cette milice vont se retourner contre le pouvoir », prévient-elle. C'est inévitable. On l'a vu en Côte d'Ivoire avec les patriotes. Je reste confiante. En réalité, les jeunes du Burundi n'ont vraiment pas envie de retourner en arrière, dans les violences et la guerre. Le fait que le président actuel, Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et réélu en 2010, cherche à modifier la Constitution pour faire un troisième mandat n'est pas le principal enjeu à ses yeux : « Il faut surtout qu'il laisse les autres partis se présenter et faire campagne », dit-elle. Elle a été bouleversée par l'assassinat de trois religieuses italiennes au Burundi, le 7 septembre. Elle ne comprend pas comment cet acte barbare, qui la renvoie aux violences du passé, a pu se produire. Et y voit l'un des symptômes du malaise à l'intérieur du pays. « Après quarante ans de dictature militaire et les accords de paix d'Arusha en 2000, il y avait tellement d'espoir qu'on puisse enfin tourner la page. Ce pays ressemble à un cimetière, et l'on tue encore ! Si les choses continuent de la sorte, l'année 2015 sera catastrophique... » Elle n'est pas engagée en politique, mais veut faire passer ce message : « Nous avons des convictions démocratiques. Nous avons notre mot à dire. On ne peut pas utiliser le patrimoine d'un pays comme si c'était son bien propre, sans rendre de comptes. Nous manquons de dirigeants qui aient une vision réelle pour l'avenir. » Critique de la candidature de Buyoya à l'OIF : De même, elle ne peut s'empêcher de s'exclamer à la candidature de Pierre Buyoya au poste de secrétaire général de l'OIF : « Ce serait récompenser un criminel. On rappelle que l'ancien président, deux fois putschiste, n'a pas demandé pardon après la guerre civile. Et qu'il a joué le rôle de médiateur dans la Commission vérité et réconciliation prévue pour 2005 par les accords d'Arusha, mais qu'il n'a rien fait. Pierre Buyoya devrait plutôt rester au Burundi et nous expliquer comment les événements se sont produits. Il y a eu tellement de morts, et il n'a rien dit ! » L'actuel président, Pierre Nkurunziza, a obtenu un passeport diplomatique pour faciliter ses déplacements à l'étranger. Mais la « Maman nationale » ne lâche pas ses mots : « Je ne mérite pas d'avoir des enfants pareils. Si vous m'acceptez comme Maman, j'ai le droit d'avoir des enfants dignes. Et justes. Et qui soient debout ! » Par Sabine Cessou